

Les muscles à défaut des idées

Opération de police, «opération coup de poing» dans le milieu du change informel. Quelques commerçants, teyvaya, sont interpellés puis relâchés. Des mises en garde du ministère des finances, de la BCM. Une table-ronde des autorités concernées. Un retour sur la politique de libéralisation du change.

Cela est-il suffisant pour redonner la santé à notre monnaie nationale ? La solution sécuritaire est-elle la meilleure pour résoudre un problème financier ? A-t-on frappé à la bonne porte

Tout a commencé par une descente de la police au marché central de Nouakchott. Des dizaines d'hommes mobilisés pour une opération qui a vite été présentée comme «l'opération du siècle». Les policiers seront secondés par les douaniers dans une seconde phase. Un communiqué du ministère des finances, puis un ultimatum de la BCM devaient donner le ton dans une troisième phase.

Menaces et arrestations seront le lot de ceux qui ont été pris au marché. Pour la plupart des «teyvaya», petits commerçants cherchant de petits bénéfices en faisant des opérations rapides et bien ciblées. Les interpellés ne resteront pas longtemps entre les mains de la police. Et aucun grand commerçant ne sera concerné par l'opération. Pourquoi cette opération ?

Elle survient quelques jours seulement après le retour de la mission qui était partie à Paris, régler les problèmes posés par le refus des autorités mauritaniennes à se plier aux injonctions du FMI. Injonctions qui tournaient essentiellement autour de l'exigence de transparence dans la gestion du secteur du change et l'introduction d'une profonde réforme du système financier. Une réforme capable de restaurer le rôle de régulateur du marché financier à la BCM, ainsi que son rôle dans le contrôle des banques.

La réticence des autorités mauritaniennes à appliquer les engagements pris pour le FMI, s'explique en partie par le refus de transparence : les responsables des secteurs financiers tiennent à préserver l'opacité du système qui leur profite largement. Les teyvaya dans ce

cas ne sont que les boucs émissaires d'une politique qui peut avoir des conséquences désastreuses pour le pays. Dans le circuit du change, ils ne représentent rien. D'abord parce que les devises sur lesquels ils spéculent sont collectées à travers des circuits alimentés par de nombreuses sources dont la moins importante est la BCM. En ce sens que les teyvaya ne sont pas directement pourvus par la Banque Centrale qui alimente les banques primaires, les intermédiaires agréés (bureaux de change) et les particuliers qui se retrouvent parfois avec des autorisations dépassant les 100.000 euros. Ces autorisations sont vendues à 10% de leur valeur globale. Autrement dit sur chaque euro qui emprunte ce circuit d'autorisation,

core l'économie nationale.

Preuve : le ralentissement considérable de l'activité économique et des échanges entre la Mauritanie et les pays voisins. A Nouadhibou où tous les bureaux de change ont été fermés sauf un (MFS), il n'y a eu en dix jours que pour cinq mille euros d'autorisations pour les voyageurs en partance pour l'Espagne. Comment peut-on admettre cela ?

En réalité les détenteurs de devises ont su contourner un système de contrôle gangrené par la corruption et le laxisme. D'autant plus que rien dans la législation n'interdit la détention de devises depuis l'entrée en vigueur des lois édictant la libéralisation du secteur. Les contrôles opérés aujourd'hui, et qui sont plus ou moins strictes à la tête du client, sont illégaux ! Tout comme l'obligation de rapatriement de devises pour les exportateurs. Mais la question n'est pas là. La question est de savoir comment faire ?

Commencer par une refonte du système financier. Réhabiliter l'autorité de la BCM et exiger de cette institution une gestion transparente des avoirs en devises. On nous dit que la Mauritanie a pour neuf mois de réserve en devises, soit six

sa première sortie publique, le nouveau conseiller économique du Président a accusé les commerçants de nuire à l'économie par la thésaurisation. Mais l'éminent mathématicien a oublié de dire que si les commerçants gardent leur argent chez eux, c'est parce que le système bancaire en place n'inspire aucune confiance. Nous l'avons écrit en 2003 à l'occasion de la crise de la liquidité provoquée par une mauvaise application de la politique d'assèchement monétaire. Le chèque est devenu sans valeur, les banques étant incapables de l'honorer. C'est d'abord la confiance qui fait la force d'un système financier. C'est elle qui renforce une monnaie ou qui la déprécie. Quelle confiance peut-on faire en Mauritanie pour le système financier ? Un système dominé par des importateurs. Comment peut-on demander à des banques qui appartiennent pour la plupart à des importateurs de pommes de terre, de riz, de sucre et de bien d'autres denrées, de disponibiliser les devises à ceux de leurs compères qui n'ont pas la chance d'avoir des banques ?

La Banque Centrale de Mauritanie a pris des décisions qui pourraient aboutir à une meilleure gestion de la crise : suspension du régime des autorisations et constitution d'une commission dirigée par le Gouverneur adjoint et comprenant les principales directions concernées. Mais elle doit aller plus loin en surveillant les agissements de ces directeurs dont l'implication dans le trafic de devises est de notoriété publique. En complément de ces mesures, la BCM doit injecter assez de devises pour maintenir le cap et donner le gage de son engagement. «Le cours de l'euro a baissé, tout comme le dollar, nous dit un opérateur. Mais il faut les trouver sur le marché». En effet pour le simple voyageur qui se présente devant le guichet d'une banque ou d'un bureau de change, le dialogue est toujours le même. «L'euro est à combien ? - A 332. - est-ce que je peux avoir 1000 euros

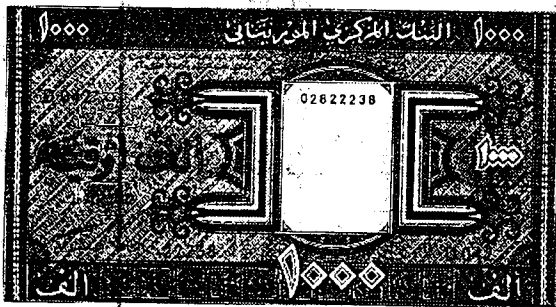
? - Non malheureusement, nous n'en avons plus». Peut-être que si on vous fait confiance, on finira par vous le proposer à 400 et plus.

Il faut dire aussi que les raisons d'une telle crise n'ont pas été sérieusement analysées par nos économistes. Si la presse a donné l'alerte depuis longtemps, et si les bailleurs ont averti, les décideurs ont mis du temps à réagir. Trop de temps.

On dit souvent que les deux opérateurs GSM, Mattel et Mauritel, jouent un rôle important dans la raréfaction de la devise, donc de sa cherté. Mais on oublie le rôle des énormes transferts occasionnés par la fuite des capitaux vers l'étranger, surtout au lendemain du 8 juin. Cette fuite de capitaux n'est pas seulement imputable aux seuls commerçants, mais aussi aux hauts fonctionnaires qui tentent de mettre à l'abri une partie, sinon la totalité des produits de leurs forfaitsures. Parmi les teyvaya arrêtés la semaine dernière, nombreux sont les hommes de main de fonctionnaires haut placés ou de groupes puissants. Ce qui explique leur libération hâtive.

«Vous savez que le budget d'investissement qui avoisine les 70 milliards est soit détourné par les fonctionnaires, soit passé dans les comptes d'opérateurs à travers les marchés de gré à gré». Décrite ainsi, la situation est doublement dangereuse pour le pays. Il perd tous ces fonds initialement destinés à son développement et qui finissent à l'étranger. Et la demande en devises devient très forte d'où la pression exercée sur la monnaie nationale. Mais il perd aussi une richesse essentielle : la confiance de ses partenaires et de ses citoyens.

Dans le cas d'espèce, la Mauritanie se trouve effectivement à la croisée des chemins : ou elle entame une opération d'assainissement des finances publiques ou elle devra dans les mois qui viennent opter pour une dévaluation. Auquel cas les effets seront incalculables.



on fait au moins 100 ouguiyas de bénéfice.

Quand la police fait sa descente, personne n'en attend vraiment un résultat. D'abord parce que le milieu visé n'est pas véritablement le milieu concerné. Ensuite parce que les méthodes policières ne peuvent en aucun cas être une réponse à une crise financière. C'est au mieux, une accentuation des craintes fragilisant en-

moins de plus que n'exigent les institutions financières internationales. Injecter ces montants de façon régulière et équilibrée sur le marché contribuerait à faire baisser le cours de la devise étrangère. Tout comme le contrôle strict des sorties et des entrées en devises.

Mettre au pas les opérateurs économiques par la reconquête de leur confiance. Dans une table-ronde qui a constitué